

Editorial

Cette nouvelle livraison de notre revue fait encore état du caractère interdisciplinaire en ce qu'elle regorge des textes relevant des domaines aussi variés que la philosophie, la communication, la gestion. Le plus intéressant est que tous les contributeurs ont, dans leur majorité, pris en charge la réalité sociale congolaise à l'exception du premier d'entre eux qui procède par une réflexion thématique sur la façon dont nos sociétés devraient être gérées.

En effet, de par le monde, même dans les sociétés à vieille démocratie, cette dernière est souvent remise en question invitant par le fait même les citoyens à être plus imaginatifs en vue de réaliser une vraie démocratie. Au même moment, nous réalisons que la cité, quelle qu'en soit la latitude, est gérée par des mains moins expertes. Dans bon nombre de démocraties, la chose publique est gérée par des hommes aux compétences douteuses si elles ne sont tout simplement pas approximatives. Lorsque le leader n'a pas de connaissance, son ignorance fait courir au pays de gros risques car ses décisions ne seront pas éclairées. Raison pour laquelle l'auteur, à partir d'une relecture de Bernard Manin, contribue à une réflexion sur le changement de systèmes de gouvernance contemporaine, en questionnant le rapport entre connaissance et pouvoir dans la quête d'une démocratie plus éclairée. Il soutient que l'émergence de l'épistocratie, dans un contexte de crise croissante de la démocratie représentative, avec des citoyens percevant une déconnexion entre leurs attentes et les décisions politiques, est un atout pour redynamiser la démocratie représentative et favoriser une gouvernance qui valorise le savoir, l'expertise et la participation citoyenne.

Dans une sorte de logorrhée devenue leur seconde nature, les hommes politiques congolais n'ont cessé de casser les tympanes de la population en répétant à l'envi des slogans comme l'émergence du pays. Ainsi, en dépit du flou du concept de « pays émergents », un auteur essaie de partir d'un repère politique, l'année 1980 pour analyser le taux conditionnel de croissance économique du Congo à l'horizon 2030.

La croissance économique du pays doit être fonction de la rationalisation de la politique d'attractivité des investissements directs étrangers qui serviront de levier de développement socio-économique de la RDC. Cette politique d'attractivité doit reposer sur l'intelligence collective, l'intelligence économique et l'éthique de responsabilité en vue de créer la convergence et la cohérence entre les acteurs : investissements directs étrangers et pays d'accueil. Les relations entre pays d'accueil et firmes multinationales doivent quitter le terrain du conflit pour être appréhendées en termes de coopération.

Cette coopération entre les investissements étrangers et l'Etat congolais devrait, à terme permettre aux provinces congolaises de savoir mobiliser des recettes fiscales suffisantes pour la mise œuvre des politiques publiques.

Malheureusement, il se constate que devant l'irrationalité décisionnelle des autorités politiques qui ne prennent pas en compte les intérêts du peuple, les citoyens sont appelés à trouver des solutions par eux-mêmes. Et l'une d'elles consiste à faire preuve de solidarité en organisant des tontines. L'admission des

membres dans une tontine participe de l'accueil, de l'hospitalité réservée à l'autre ; une hospitalité qui s'inspire des travaux de Jacques Derrida. Car en République Démocratique du Congo, les banques et les circuits bancaires étant peu nombreux et incapables de financer les agents en besoin de financement, la tontine est ressentie par les participants comme un moyen exceptionnel d'obtenir des sommes hors du commun afin de réaliser des projets inhabituels et irréalisables avec leurs revenus quotidiens ou mensuels.

L'avenir du Congo dépendra de la qualité de la formation assurée à sa jeunesse. Et lorsqu'aujourd'hui, nous sommes conscients de l'incidence du numérique dans tous les secteurs de la vie, il faudrait que l'administration congolaise de l'éducation se l'approprie de manière responsable et efficace en tenant compte de nos réalités.

Cet espace n'étant pas celui où nous devrions tout résumer pour le lecteur et conscient du fait qu'il faut laisser au lecteur le temps de découvrir par lui-même le contenu de cette production, il ne nous reste plus qu'à lui souhaiter une bonne lecture en espérant qu'il nous en fera une restitution en participant au débat par des textes que notre revue est disposée à accueillir pour publication.

**Prof. Miré LWAMBENGA
Kabendula**

Secrétaire Général Chargé de la Recherche